



**AGROBIOSCIENCES**

CYCLE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE

D'après les Café-débat à Marciac

SEPTEMBRE 2003

# **EVOLUTION DES ÉCHANGES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES MONDIAUX : QUELS PROBLÈMES EN PERSPECTIVE ?**

*Michel GRIFFON*

Organisé par la Communauté de Communes de Bastides & Vallons du Gers avec la  
Mission Agrobiosciences.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

**Communauté  
de Communes  
Bastides & Vallons  
du Gers**



## Portrait

### **Michel Griffon**

Conseiller pour le développement durable au Cirad, membre de plusieurs comités scientifiques nationaux et internationaux, Michel Griffon bénéficie de la double compétence d'ingénieur agronome et d'économiste. Fin connaisseur des politiques agricoles des pays en développement, il a sillonné la planète, de l'Amérique Centrale à l'Asie en passant par l'Afrique, non pas pour le seul plaisir de voyager, mais parce que les avancées de la recherche ne sauraient s'entendre, selon lui, sans débouchés concrets en termes d'applications et parce que la recherche doit se nourrir du terrain. Sur place comme au ministère de la Coopération où il a exercé des responsabilités, Michel Griffon a mené de nombreux travaux, sur les réformes de politiques agricoles à mener et les politiques de recherche agricole à mettre en place. Toujours avec ce credo : un développement agricole durable, écologique, plus productif et équitable pour les producteurs peut voir le jour. Ce chercheur qui se dit également jardiner en région parisienne l'a d'ailleurs argumenté à travers un ouvrage accessible à tous les publics. Il s'appête également à publier un livre sous le titre : « La révolution doublement verte ».

\* *Le développement durable- Ensemble ?* Avec Marie-Odile Monchicourt. Editions Platypus Press. 130 p.

#### **Les questions du Groupe Local de Réflexion**

Le Groupe Local de Réflexion, qui rassemble une vingtaine d'acteurs locaux de la Communauté de communes, dont de nombreux agriculteurs, prépare pour chaque café-débat des questions et des réflexions à l'intention du conférencier. Ce soir-là, leurs préoccupations visaient tout particulièrement la rupture des négociations de l'OMC à Cancun butant notamment sur les aides apportées au coton américain et au sucre européen : « Les politiques agricoles des USA et la Pac 2003 prévoient différents types de subventions visant à faciliter l'exportation de la production agricole : des aides couplée ou découplée, des paiements uniques, des aides directes... Pouvez-vous nous aider à mieux comprendre ces aides et nous expliquer en quoi elles influent sur la commercialisation ? Par ailleurs, des pays comme la Chine et le Brésil sont montés au créneau pour dénoncer un système dans lequel les pays du tiers-monde n'ont aucune chance. Certains préconisent des mesures de protection de leurs marchés intérieurs et le relèvement du prix des matières premières agricoles pour lutter contre la crise agricole actuelle. Peut-on espérer une évolution dans ce sens alors que se prépare une autre conférence de l'OMC, à Doha, en 2005, dont l'importance sera capitale pour l'agriculture ? Peut-on espérer un début d'ouverture qui favoriserait le passage d'une économie de croissance à une économie de développement ? »

**« L'alimentation restera l'un des grands moteurs des échanges internationaux »**

**Comment la planète parviendra-t-elle à nourrir les neuf milliards d'habitants qu'elle comptera en 2050 ? Pour répondre à cette forte interrogation, Michel Griffon propose un raisonnement simple, sans jamais être simpliste : examinons de quelles ressources dispose chaque grande région du monde, en termes de surfaces disponibles, d'eau, de main-d'œuvre, de capital, de technologies et d'infrastructures, prenons en compte le fonctionnement des marchés, et intégrons cette dernière variable qu'est le changement climatique, pour poser les équations possibles à l'échelle des Etats et des continents. Qui devra et pourra importer les produits agro-alimentaires ? Qui pourra augmenter sa production agricole pour nourrir les siens ? Lesquels développeront une vocation exportatrice ? Autant de scénarios plausibles, voire réalistes, qui ne laissent pas sans inquiétude sur l'avenir de l'Afrique ou de l'Inde.**

« J'aimerais donner une perspective à très long terme des échanges internationaux posés par la négociation à l'OMC, car d'une manière générale, les médias ne nous en donnent pas une vision suffisamment large et ne posent pas, à mes yeux, les bonnes questions.

Essayons donc de prendre le recul nécessaire, comme on opère un zoom arrière au cinéma, pour voir se dessiner l'ensemble du paysage mondial et ce, en le projetant à l'horizon 2050. Premier fait : à l'échelle de la planète, l'agriculture est en train de vivre un phénomène unique dans l'histoire ; nous étions trois milliards sur la planète en 1960. Nous avons atteint le double aujourd'hui. Et en 2050, période où ce formidable essor démographique devrait se stabiliser, nous serons neuf milliards ! Notre espèce aura sans doute fini de coloniser la planète. Or, avant le 20<sup>ème</sup> siècle, nous n'avons jamais connu une telle explosion : durant des siècles, la courbe de la progression de la population humaine sur la planète est restée relativement plate. Dans ce contexte, plutôt que d'analyser le passé et le présent, il vaut mieux essayer de se projeter dans l'avenir pour réfléchir aux manières dont nous allons réagir pour nourrir ces trois milliards d'habitants supplémentaires tout en gérant aussi certains des grands problèmes écologiques mondiaux avec lesquels l'agriculture a partie liée comme l'effet de serre et le maintien de la diversité biologique. Il sera aussi vraisemblablement demandé à l'agriculture de produire de l'énergie, ce qui fait de ce secteur agricole une activité ô combien d'avenir : à la fois nourrir neuf milliards d'habitants et se substituer partiellement au pétrole et au charbon. Un objectif qui ne serait accessible dans l'état actuel des pratiques et au vu des scénarios énergétiques privilégiant les biocarburants qu'en cultivant la quasi totalité des terres arables de la planète et qui supposerait la disparition des grandes forêts amazoniennes ou congolaises... Chose impossible, comme on le sait, pour des raisons culturelles, climatiques et environnementales. Autrement dit, dans ce tournant que vit notre planète avec l'accélération de la mondialisation, la question du commerce international n'est que subsidiaire par rapport aux autres grandes interrogations qui, elles, sont premières.

Pour traiter cette question du commerce international, quel raisonnement peut-on avoir ? D'abord, il nous faut partir de la situation actuelle de la production et des échanges. Mais avant toute chose, il faut rappeler qu'actuellement, sur les 1,3 milliard de producteurs agricoles actifs dans le monde, 600 millions d'eux n'arrivent pas à s'alimenter suffisamment. C'est grave. Et au total, 800 millions de personnes souffrent de problèmes de sous-alimentation. Il faudrait donc commencer par régler ce problème avant même de songer

pouvoir nourrir trois milliards d'humains supplémentaires... D'autant que ces derniers vivront dans les pays en développement, pays auxquels il faut souhaiter un avenir où ils n'auront pas à acheter aux pays exportateurs de quoi nourrir leur population ; mais le pourraient-ils tous ? Logiquement, ces pays pauvres commenceront par essayer de produire le plus possible sur place leur propre nourriture. Et ce, en des quantités très importantes pour faire face à l'ampleur des besoins nouveaux. Car si le revenu moyen de leurs habitants augmente, comme on l'espère, ils mangeront plus. Certes, on n'accroît pas indéfiniment son alimentation ; il existe un seuil souvent appelé le « mur des estomac », mais dont sont encore très loin la plupart des pays en développement. Ils consommeront ainsi plus de légumes et de viandes – c'est une grande loi d'évolution de l'alimentation -, et moins de féculents et grains de base. Or, pour faire une calorie de viande de volaille, par exemple, il faut trois calories de céréales. Et pour faire une calorie de bœuf, il faut sept calories de céréales. La consommation de viande multiplie donc les besoins en production végétale, donc en terres et en rendements. La proportion dépendra donc des choix alimentaires des populations, entre la viande rouge et les volailles, par exemple, et entre un régime plus ou moins carné ou plus ou moins garni en légumes. Mais quoi qu'il arrive, la courbe des besoins en céréales augmentera beaucoup plus que la courbe démographique. D'autant que la majeure partie des trois milliards d'humains supplémentaires sera constituée de jeunes, qui ont des besoins alimentaires supérieurs aux personnes âgées et qu'ils devraient consommer plus que les générations antérieures marquées par la pauvreté et la sous consommation. Tout cela devrait changer énormément la géographie de la consommation alimentaire à l'échelle de la planète, et sans doute des échanges.

### **Le bilan mitigé de la révolution verte**

Mais avant de voir les conséquences sur les échanges, voyons comment les pays vont répondre à ces besoins ? Ils ont en permanence le choix entre produire sur place ou acheter sur le marché international. Première solution : accroître la production. Il faut disposer pour cela de surfaces agricoles suffisantes: jusqu'où pourront-ils les accroître ? Devront-ils déboiser ou pas ? Il y a là un arbitrage à effectuer. Et si un pays ne peut pas jouer sur les extensions de superficies, il lui faudra alors augmenter les rendements. Or certains, comme la Chine, par exemple, disposent de peu de terres complémentaires et connaissent déjà des rendements très élevés. Les augmenter encore coûte alors très cher et présente des risques de pollution car il est difficile de maîtriser des doses élevées d'engrais et de produits chimiques dans l'environnement.

Si donc le pays n'a pas de terres agricoles suffisantes et ne peut augmenter ses rendements, il lui reste le recours à l'importation, à condition d'augmenter les exportations pour équilibrer la balance des paiements. Une solution qui exclut pour bon nombre de pays pauvres et très faiblement exportateurs, car ils ne pourront pas, du jour au lendemain, acheter des quantités élevées de céréales sur le marché international –pourquoi seraient elles moins chères ?-. Il reste le recours à l'aide alimentaire, me direz-vous. Mais il ne s'agit pas là d'une réponse suffisante : les déficits alimentaires qui pourraient se profiler risquent d'être très supérieurs aux volumes que les pays riches pourraient consentir à fournir. Dès lors, il est plausible de penser que la plupart des pays en développement seront amenés à choisir de produire eux-mêmes, sur leurs propres terres.

Cette situation d'interrogation sur la capacité des pays déficitaires en alimentation à faire face à leurs besoins n'est pas une situation nouvelle. Elle a déjà existé dans les années 60, mais dans un contexte différent : à l'issue de la deuxième guerre mondiale, de grandes famines ont dévasté notamment l'Inde et la Chine. Souvenons-nous, la grande misère des paysans chinois a été à l'origine de la révolte qui a nourri la Longue Marche de Mao, débouchant sur la Révolution. L'Occident a eu très peur que le même mécanisme du basculement vers le

communisme se reproduise à l'occasion de nouvelles famines ailleurs dans le monde. Sous la bannière des Etats-Unis, les pays développés ont donc proposé un bond en avant technique, « **la révolution verte** », transposant dans le monde tropical la modernisation que nous avons connue dans les années 50 et 60 : des variétés à haut rendement, plus d'engrais et de produits phytosanitaires, le recours quasi-systématique au labour, le passage en quelque sorte à une « standardisation » de la parcelle cultivée... Cela a constitué un immense succès au plan des techniques et des rendements. L'Inde, avec la révolution verte, est même devenue exportatrice de céréales.

Ceci étant, cette révolution a également provoqué en Inde en particulier les plus grandes nuisances agricoles et les plus grandes surexploitations des ressources naturelles qu'on ait jamais connues. Ainsi, dans la grande vallée du Gange, depuis le pied de l'Himalaya jusqu'au Bangladesh, les nappes phréatiques dont on a pompé intensément les eaux ont baissé, quelquefois de 60 à 70 mètres! Imaginez qu'une mer intérieure en Europe, de 500 km de long et de 100 km de large, voie son niveau baisser à ce point. Ce serait considéré comme une catastrophe géologique majeure. A mon sens, c'est ce qui se produit en Inde. De plus, cette eau est un peu salée. Pompée en excès, elle salinise à son tour les sols qui enregistrent des baisses de rendement inquiétantes. Cette révolution verte n'a donc pas tout résolu, à tel point que se repose aujourd'hui, mais dans des termes nouveaux, le problème de l'accroissement de la production.

Mais revenons aux années cinquante. Car il y a un pays où la grande modernisation agricole a parfaitement fonctionné. Il disposait d'espaces immenses, d'exploitations agricoles viables, de pétrole, de recherche agricole : les Etats-Unis. Après la guerre, ils ont mis en œuvre une stratégie systématique d'exportation pour pouvoir faire face à des risques de pénurie alimentaire dans le monde –d'abord en Europe-, ce qui leur a quasiment permis de créer le marché international des produits agricoles, pour le riz, le blé, le maïs, le soja, le coton et la viande. Ce qui leur a conféré les moyens de mener une véritable capacité d'intervention géopolitique : dès qu'il y avait une famine quelque part, l'aide américaine arrivait, avec un effet politique immédiat.

Avec le temps, un autre géant est apparu, reprenant peu à peu les thèmes de base de la politique agricole française des années 60 : il s'agit bien entendu de l'Europe qui, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, était fortement importatrice d'aliments. Elle a en partie importé les technologies agricoles nord-américaines pour pouvoir mener l'équivalent de sa révolution verte et devenir ainsi autosuffisante. C'est pour remplir cet objectif que la PAC a été conçue. Mais la machine politique que nous avons mise en route a eu du mal à décélérer, produisant durablement des excédents que l'Europe a peu à peu vendus sur le marché international, entrant du même coup en compétition avec les Etats-Unis. Cette situation constitue l'élément principal des discussions internationales entre les Etats Unis et l'Europe, jusqu'à la dernière réunion de Cancun où l'on a perçu un basculement : les deux opposants se sont entendus dans la négociation et les pays du Sud se sont ligüés contre eux. En effet le Sud ne cesse de prendre de l'importance dans cette problématique.

### **L'Inde et la Chine : les manufactures du monde ?**

Voilà pour le paysage actuel. A présent, essayons de cerner la physionomie possible du marché mondial dans les cinquante années à venir, en balayant rapidement les choix que peuvent opérer les grandes régions du monde. Commençons par l'Asie. Un énorme continent qui rassemblera plus de la moitié des 3 milliards d'humains supplémentaires en 2050. Avec notamment l'Indonésie qui a déjà 190 millions d'habitants et, surtout, l'Inde, qui va égaler la Chine avec plus de 1,5 milliards d'habitants. Quant à cette dernière, qui connaît une régulation des naissances, elle constitue une immense interrogation. Nous ne savons pas

vraiment ce qui va se passer au plan agricole. Il y a quatre ou cinq ans, le prospectiviste américain **Lester Brown** tenait l'argumentation suivante : le territoire de la Chine est composé d'une part de montagnes et de hauts plateaux secs où les rendements sont faibles, d'autre part de collines et de plaines côtières où les rendements étant déjà élevés, on ne peut guère espérer les augmenter beaucoup plus. De plus, ces terres fertiles sont relativement restreintes du fait de l'habitat qui s'y concentre. La Chine ne peut donc guère compter sur l'augmentation de sa production agricole : elle devra importer une partie de son alimentation, en trouvant des ressources par l'exportation d'autres produits. D'où cette assertion de L. Brown, selon laquelle la Chine va devenir l'atelier productif des industries du monde futur et le plus grand importateur mondial d'aliments. En fait, si ce scénario est en train de se réaliser plus ou moins sur les biens industriels, ce n'est pas encore le cas pour l'agriculture. D'abord parce que la Chine a mené une politique incitative intérieure qui a produit beaucoup d'excédents et de stocks de céréales. Actuellement, il semblerait que ceux-ci déclinent et que la Chine puisse commencer à importer. Mais vous savez aussi qu'elle projette de détourner des fleuves pour irriguer le nord et mettre en culture irriguée des surfaces immenses... D'où l'incertitude sur la manière dont elle interviendra sur le marché mondial. Beaucoup d'analystes s'accordent cependant à penser qu'elle va devenir une zone importante d'importations de viandes et de grains pour l'alimentation animale. En revanche, nous savons que l'Inde est déjà en train de s'ouvrir au commerce international. C'est normal : elle connaît à la fois des rendements plus élevés que la Chine et très peu de nouvelles terres disponibles. Il est donc certain qu'elle devra importer. Elle semble avoir décidé de privilégier la production de blé et de riz et d'importer les huiles et peut être les aliments pour les productions animales. Pour disposer des ressources financières nécessaires, inévitablement, l'Inde est obligée de devenir un grand producteur de biens industriels et surtout de services à bas prix, domaine où elle excelle. Ce qui est très probable. Et puis, il y a l'Indonésie, avec de vastes surfaces encore libres mais réparties entre 20 000 îles différentes...

### **Amazonie : une forêt de... maïs ?**

Après l'Asie, l'Afrique, avec une situation très inquiétante dans la mesure où la production alimentaire augmente moins vite que la population, même dans les situations où il n'y a pas de guerres civiles ou régionales. C'est l'endroit du monde où l'agriculture est dans la plus grande pauvreté. Comment intensifier quand il n'y a ni beaucoup d'eau canalisée, ni utilisation de technologies performantes, ni capitaux, ni assurances, ni marché fonctionnant convenablement ? On s'interroge donc sur l'avenir des déficits alimentaires, mais personne ne voit comment l'Afrique pourrait compenser ces déficits par l'aide alimentaire ou les importations faute de ressources financières. Elle n'a donc pas d'autre choix que d'essayer d'accroître très fortement sa production agricole, mais personne ne sait encore par quelles voies.

L'Amérique Latine, elle, est un continent aux immenses ressources. C'est un continent presque vide par rapport aux autres... C'est-à-dire avec une densité humaine très faible, excepté sur le pourtour côtier. Dans certaines régions brésiliennes, il est fréquent qu'il n'y ait que 3 à 5 habitants au km<sup>2</sup>. Il y a donc beaucoup de surfaces disponibles, mais aussi des ressources en eau, un climat favorable, une main-d'œuvre peu chère, de grandes exploitations disposant de capital, des entrepreneurs, des systèmes de crédit, des marchés et des infrastructures qui fonctionnent, des technologies maîtrisées... Et ce, avec des rendements moyens qui peuvent donc encore bénéficier de marges de progrès. Le Brésil et l'Argentine ont donc la possibilité de produire des aliments en grande quantité et à des coûts compétitifs pour exporter sur le marché mondial. Au Brésil, les grandes entreprises agricoles ne reculent

d'ailleurs devant rien : leurs plans à long terme consistent à faire disparaître au moins la moitié de la forêt amazonienne, à y créer de très grandes infrastructures pour transporter les grains, à mettre en navigation la plupart des affluents de l'Amazonie... Bref, à couvrir cette région de maïs et de soja, voire de riz. Un rouleau compresseur que le Gouvernement actuel et les Gouvernements à venir auront du mal à arrêter au regard de leur inertie passée et présente.

En restant sur ce continent, abordons les Etats-Unis : que deviennent ceux qui sont historiquement les premiers à avoir exporté des volumes importants de grains pour des raisons géopolitiques de maîtrise des marchés internationaux ? Ils connaissent actuellement de nombreuses disparitions d'exploitants agricoles, d'où un accroissement considérable de la surface par exploitant et de productivité. Un mouvement qui connaîtra indubitablement ses limites : il est envisageable de gérer 500 hectares ; il devient plus malaisé d'en gérer 1 000 ou plus... Quant à la productivité, si elle continue d'augmenter grâce au machinisme agricole, aux subventions et aux capitaux disponibles, les coûts de production nord-américains pour le coton, le blé, le maïs ou le soja, restent nettement supérieurs à ceux du Brésil. On comprend alors que les Etats-Unis hésitent à céder à de tels pays des parts de présence sur le marché international.

Ensuite, il convient d'évoquer un ensemble de pays plus dispersés, comprenant le Canada, l'Argentine et l'Australie. Des colonies anciennes du monde anglais bénéficiant de terres immenses où se sont installées d'immenses exploitations. Ces pays ne bénéficient pas d'un climat exceptionnel, mais disposent de main-d'œuvre, de capitaux en abondance, et d'infrastructures. Leur agriculture connaît des rendements relativement faibles, autour de 20 quintaux à l'hectare, mais de faibles coûts de production. N'ayant pas une forte densité humaine à nourrir, ce sont là des pays excédentaires et largement agro-exportateurs. Ils se sont rassemblés au sein du **Groupe de Cairns** et constituent actuellement des compétiteurs potentiels du Brésil.

### **La grande surprise pourrait venir de l'Europe Orientale**

Et puis, il y a l'Europe. Avec la PAC, celle-ci est non seulement parvenue à l'autosuffisance mais elle a dégagé des excédents, en subventionnant son agriculture. Mais avec des rendements et des coûts de production élevés, dès aujourd'hui elle n'est pas compétitive. L'Europe essaie certes de réduire sa production, mais elle nourrit parallèlement une autre stratégie qui consiste à transformer localement une partie des excédents en biens alimentaires de qualité – par exemple les viandes – à des fins d'exportation. C'est une bonne idée, ceci étant, tout le monde a la même... A telle preuve que le Brésil est déjà le principal concurrent des volailles françaises à l'exportation. Il n'y a donc aucune raison que notre problème récurrent de coûts de production se résolve dans les trente ans qui viennent.

En revanche, la grande surprise pourrait venir d'une partie de l'Europe de l'Est, où existent de très grandes surfaces disponibles et de la main-d'œuvre. Pour peu que les capitaux irriguent ces territoires et que les marchés s'organisent, les marges de progrès seront importantes car les rendements y sont actuellement très faibles. Autrement dit, si les immenses superficies de la Russie et de l'Ukraine se combinent avec le savoir-faire ouest-européen, cette région du monde pourrait être rapidement compétitive et de nouveau très largement exportatrice en céréales.

Dans le même ordre d'idée, il convient d'évoquer une autre région du monde qui nous concerne énormément : le Maghreb et le Moyen-Orient. Là, le climat défavorable et le manque d'eau constituent des facteurs nettement limitants, empêchant ces pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et les contraignant à importer pour survivre. Regardez l'Irak : sa première préoccupation, après les trois semaines de guerre, c'est de se réapprovisionner en

céréales en urgence pour que la population ne connaisse pas la disette. Cela pose une question qui intéresse directement l'Europe : que vont exporter ces pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient en échange des importations alimentaires ? Les pays de la Méditerranée vont logiquement mettre en avant les atouts dont ils bénéficient en arboriculture, notamment pour les agrumes et pour toute une catégorie de fruits et de légumes que l'Europe du sud cultive également, mais à coûts plus élevés. Il y a donc là un antagonisme qui va se traduire inévitablement par des négociations.

Résumons : à 30 ou 40 ans, on peut envisager que l'Asie soit l'atelier du monde pour les produits manufacturés et les services et doive importer des quantités importantes de blé, de riz, de maïs et soja pour l'alimentation animale, ainsi peut être que des viandes. Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord seront aussi inévitablement de grands importateurs de blé, d'alimentation animale et de viandes. Qui approvisionnera ces marchés ? L'Europe aura beaucoup de mal. Les Etats Unis risquent d'être eux aussi distancés. Les pays du Groupe de Cairns ont des avantages compétitifs mais leur capacité d'accroissement de la production est limitée. Reste le Brésil qui sera sans doute le grand gagnant et sans doute l'Europe de l'Est pendant un temps et les grandes plaines de Russie et d'Ukraine.

J'aimerais enfin pointer un grand changement qui est très vraisemblable et qui peut modifier considérablement tout ce que je viens de dire : le changement climatique, qui pose de vastes questions. Il n'existe actuellement que quelques modèles mondiaux simulant l'évolution et les déplacements des températures et des pluies. Ils convergent tous pour indiquer qu'il pourrait y avoir de grandes transformations. Or il n'est pas impossible que ces changements climatiques d'un côté favorisent l'Ukraine et les grandes plaines russes, qui deviendraient alors un lieu important d'accroissement de production, et qu'ils pénalisent de l'autre côté une partie de l'Europe de l'Ouest. Quant à l'Amérique Latine, apparemment, elle ne devrait pas connaître de difficultés majeures. En revanche, sur les Etats-Unis, qui sont à dominante continentale, les effets du climat pourraient peser. Pour le moment, les cartes sont très imprécises à l'exception de cette triste probabilité : l'Afrique connaîtra un risque important d'accroissement des sécheresses. Vous le voyez, les changements du climat à 50 ans ajoutent au raisonnement une nouvelle variable possible pour laquelle il conviendra d'affiner les grands modèles météorologiques existants.

### **La préférence des marchés régionaux, à l'échelle d'un continent.**

Pour répondre à présent aux questions du groupe local de réflexion, notamment sur l'OMC, il faut avoir conscience que les décisions prises dans ce cadre par les Etats ont un caractère irréversible. On ne peut pas revenir, par exemple, sur la baisse des barrières douanières. Une fois que l'on a choisi de ne plus protéger son marché intérieur et de laisser entrer les produits d'importation, il est très difficile de refermer la porte. Ce sont donc des décisions graves, en raison de leur irréversibilité, au regard des avenir possibles que je viens d'évoquer. Nous sommes donc actuellement à un moment charnière dans l'histoire des échanges internationaux et il me semble que tous les acteurs de l'OMC commencent à prendre conscience que ce risque d'irréversibilité mérite une certaine prudence. Quant aux aides américaines sur le coton et aux aides européennes sur le sucre qui distordent les prix mondiaux, elles ont effectivement été dénoncées par les pays en développement et ce conflit ne peut qu'enfler progressivement. Car ce sont là deux produits issus des pays tropicaux : l'essentiel du **sucre** dans le monde est tiré de la canne - c'est un accident de l'histoire qui fait que la France, sous Napoléon, a utilisé intensivement la betterave. Quant au coton, culture surtout tropicale, la PAC a permis



d'introduire cette culture, notamment en Espagne du sud, alors que nous aurions pu laisser aux pays africains le soin de le produire. De même, l'Europe cultive des produits méditerranéens dans des conditions de faible compétitivité qu'elle pourrait laisser produire sur les rives sud de la Méditerranée.

Concernant votre question sur les mesures de protection des marchés intérieurs, elle rejoint la proposition de **Marcel Mazoyer**. Selon lui, il n'y a pas d'autre solution que de revenir au marché régional : il est réaliste de penser que chaque continent va essayer de produire le plus possible ce dont il a besoin plutôt que de prendre le risque de sacrifier en partie dans certains cas l'agriculture au motif que d'autres sont mieux placés pour produire. Ce n'est pas une thèse libérale au sens où il faudrait laisser faire le marché international. D'ailleurs personne n'a vraiment envie de laisser faire le marché international parce que on risquerait quelques catastrophes alimentaires. Cette proposition a été reprise par le CNJA et adoptée à son Congrès Mondial, en juin 2003, à Paris. Il est par ailleurs très probable que les pays importateurs cherchent à assurer des importations « de proximité ». Ainsi, au sein même de la région Asie, il n'est pas certain que la Chine ou l'Inde vont d'abord s'adresser aux Etats-Unis ou au Brésil pour importer des grains ou des huiles. Il semble au contraire qu'ils aient plutôt envie de s'adresser à leurs proches voisins asiatiques comme par exemple la Malaisie, conformément d'ailleurs à la tendance de l'histoire récente de leurs échanges. Celle-ci a commencé par le Japon qui, faute de production locale suffisante, a importé du riz de Taiwan, puis lui a fait produire de la volaille, du maïs et du soja. Peu à peu, Taiwan a vu sa population augmenter et a donc importé à son tour le riz de Thaïlande. Cette dernière a ainsi augmenté le revenu moyen de ses habitants qui ont consommé plus de viandes. Elle a donc commencé à produire du maïs et du soja pour l'alimentation animale, ce qui concurrençait sa culture du riz. Elle s'est alors adressée au Vietnam... Il y a là tout un système de ricochets du fait que les pays asiatiques font appel de préférence les uns aux autres. Il y a bien là une intention continentale.

De même, l'Afrique commence à essayer de constituer des marchés régionaux. L'Amérique Latine avec le Mercosur a la même idée. Le scénario de Marcel Mazoyer est donc bien d'un scénario plausible, d'autant qu'il n'y a aucune raison d'assurer sa sécurité d'approvisionnement à partir d'un marché international spéculatif et dérégulé dont on ne peut attendre qu'il fournisse au moment voulu la quantité voulue à un prix raisonnable ; ce n'est pas son rôle. Un tel fonctionnement n'est pas celui qui conviendrait pour assurer l'alimentation des 1300 millions pauvres et de leur descendants...

### **Le sommet de Cancun n'a abordé que l'écume du problème**

Peut-on espérer que les négociations internationales aillent dans ce sens, demandez-vous en dernier lieu ? Ce n'est pas invraisemblable car la rupture brutale de la négociation multilatérale à Cancun va peut-être ouvrir une période de « régionalisation ». Elle va peut être aussi permettre de poser des questions plus fondamentales, qui ne concernent peut-être d'ailleurs pas en priorité les subventions européennes et américaines aux exportations. Sur ce point, essayons d'imaginer par exemple que ces dernières disparaissent. Qu'est-ce que cela entraînerait ? Certains experts affirment que cela ferait monter les prix mondiaux, permettant à bon nombre de pays déficitaires d'avoir ainsi l'opportunité de produire plus et contribuant par ailleurs à une meilleure croissance globale de l'économie. D'autres disent au contraire que cela entraînerait plus de fluctuations des cours et une croissance supplémentaire globale très faible. En fait, nul n'est capable à ce jour de dire si les effets de la suppression de ces subventions seront très bénéfiques, moyennement bénéfiques ou faiblement bénéfiques. Et surtout, ce qui est essentiel, c'est qu'un certain nombre de problèmes basiques des pays déficitaires persisteront : ainsi, l'Afrique n'aura pas plus qu'avant les moyens d'accroître sa

production car il y a aujourd'hui beaucoup de blocages pour lesquels la suppression des subventions européennes aux exportations n'aurait que très peu d'effet. Mais il faudra quand même supprimer ces subventions aux exportations simplement parce que l'on ne peut pas construire le commerce international plus équitable sur la base de distorsions de concurrence. Aussi, je crois que la réunion de Cancun en focalisant l'opposition sur la suppression totale des subventions aux exportations n'a abordé que l'écume du problème commercial mondial ; les pays coalisés (Groupe des 21) se trompent en ne faisant qu'accuser les régimes de subventions, en laissant entendre que c'est la cause de tous les malheurs agricoles. Des phénomènes beaucoup plus graves à l'échelle de la planète demandent une régulation et une négociation internationales d'une autre nature, portées par une vision commune du long terme pour que fonctionne le marché mondial de manière plus équitable. Faute de quoi, nous devons tous faire face à d'énormes collisions d'intérêt: inondation des pays occidentaux de produits manufacturés venus de l'Orient, grande misère du Moyen-Orient et du Maghreb, misère absolue en Afrique... La négociation n'a pas porté sur l'essentiel. L'essentiel, on le perçoit en dépassant l'horizon du tableau noir sur lequel nous avons le nez collé. Il faut prendre de la distance avec les événements ».

### Notes en marge

**La révolution verte :** dans les années 60, de nombreux financements privés et publics sont allés vers la recherche agricole dans les pays en développement, avec l'idée sous-jacente que les progrès techniques résoudraient les problèmes de dépendances alimentaires. Ces ressources ont permis ainsi de créer des centres internationaux de recherche – celui sur le riz aux Philippines, sur le maïs au Mexique, etc – qui ont créé de nouvelles variétés de céréales dites à haut rendement, à destination des pays du sud . Cette « révolution verte », qui s'accompagnait du recours à l'engrais, au machinisme et à l'irrigation, s'est déroulée en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine et en Afrique du Nord, provoquant une modernisation de l'agriculture, l'accroissement parfois spectaculaire de la productivité et l'augmentation des revenus dans bon nombre de pays. Des effets positifs qui se sont fait ressentir pendant près de deux décennies. Reste que ces progrès techniques n'ont pas touché tous les pays en développement – l'Afrique sub-saharienne en a été écartée – et que certains impacts économiques, sociaux et écologiques se sont avérés négatifs au fil du temps : accroissement de la dépendance économique et technologique, bouleversements des systèmes traditionnels, endettement des agriculteurs, appauvrissement des sols par intensification, salinisation de vastes territoires par l'utilisation d'intrants et par irrigation intensive, monocultures, réformes agraires non réalisées...

On parle aujourd'hui d'une « nouvelle » révolution verte basée, cette fois, sur les biotechnologies et pour laquelle certains augurent des mêmes effets pervers.

**Lester Brown :** fondateur de l'organisation non gouvernementale Worldwatch Institute, qui publie chaque année un état de l'environnement mondial. L.Brown est présenté comme le « pape » d'une économie écologique... Selon ce prospectiviste américain, une autre croissance est possible ; à condition de réorienter le développement économique par des politiques publiques interventionnistes, basées sur les taxes, les normes et les interdictions. Il a publié plusieurs ouvrages, dont « Eco-économie, une autre croissance est possible, écologique et durable », aux éditions du Seuil. 2003.

**Le Groupe de Cairns :** cette alliance entre pays agro-exportateurs s'est constituée en août 1986, à Cairns ( Australie), afin d'inscrire en priorité les marchés agricoles dans les

négociations commerciales internationales. Ce groupe revendique fortement la suppression des barrières douanières et des subventions agricoles américaines et européennes, afin d'accéder plus aisément à ces marchés. Après la défection de Fidji, le groupe de Cairns rassemble 17 pays : Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa-Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Afrique du Sud, Thaïlande et Uruguay.

Lire le cahier n°27, « Groupe de Cairns et Pays en Développement », avec Karine Tavernier, en avril 2003.

**Petite histoire du sucre de betterave** : depuis l'Antiquité et jusqu'au 18<sup>ème</sup> siècle, c'est la canne, cultivée par les Arabes mais aussi découverte par C.Colomb dans le Nouveau Monde qui a fourni l'intégralité du sucre. Quant à la France, elle ne reste pas à l'écart de cette culture, qu'elle implante en Martinique et à la Guadeloupe. A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, elle se hisse même au premier rang européen pour le commerce et le raffinage du sucre de canne. Ce sont en fait les guerres napoléoniennes qui paralyseront cette position française. En 1792, le blocus par la flotte anglaise des colonies américaines prive la France de son approvisionnement en sucre, dont les prix grimpent en flèche. L'Empereur encourage alors les recherches pour trouver un substitut à partir d'une plante métropolitaine. Ce sera la betterave, qu'on apprend rapidement à purifier et à raffiner. En 1875, cette production française atteint 450 000 tonnes de sucre et elle reprend sa place de premier producteur européen, jusqu'à la première guerre mondiale qui détruit une grande partie des régions betteravières.

**Marcel Mazoyer** : agronome et économiste, ce Professeur à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon a présidé pendant dix ans le comité du Programme de la FAO, et a publié notamment, avec Laurence Roudart, une « Histoire des agricultures du monde » (Seuil). Il a été le premier conférencier des cafés-débats de Marciac, en mai 2002, pour ouvrir et éclairer le cycle « Comprendre les agricultures du monde ». Lire le cahier n°25, « Pourquoi est-il vital pour les agriculteurs d'ici et d'ailleurs de comprendre les agricultures du monde ? ».

*Parlons-en*

**« Il faut réhabiliter la décision publique face au marché »**

**Il y avait un goût d'été qui se prolonge en cette soirée de septembre. Le public venu en nombre débordait jusque sur la terrasse. A l'heure du débat, les questions vont bon train, depuis les renseignements pratiques sur la méthode d'analyse de Michel Griffon, jusqu'aux remarques de fond sur le fonctionnement du monde, le développement durable, la place de l'humain et du citoyen, en passant par le prix des bananes, le poids**

## **de la pisciculture ou l'influence du chercheur auprès des décideurs internationaux... Morceaux choisis.**

### **Questions pratiques**

Une participante : Qu'est-ce qui vous fait penser que les pays les plus puissants le seront encore dans le futur ? Les Etats-Unis, par exemple, pourraient pâtir des changements climatiques.

Michel Griffon : Quand on fait de la prospective à 50 ans, on essaye de prolonger toutes les tendances existantes et d'examiner si elles dessinent dans l'avenir un schéma cohérent ou non. En l'occurrence, le schéma n'est pas cohérent ; il y a des collisions d'intérêts qui amèneront à ce que des choix soient faits. Il y a donc différents futurs possibles. Mais pas plus que d'autres je ne peux prédire l'avenir car, vous le savez bien, c'est impossible. Longtemps, nos sociétés ont vécu avec l'idée d'un avenir ayant quelque chose de certain : croyance dans le progrès, dans la croissance économique. L'avenir n'était qu'une sorte de prolongation implicite du passé. Nous savons désormais que les situations peuvent radicalement changer, qu'il peut y avoir des ruptures brutales. Avec l'effet de serre, on peut imaginer que les Etats-Unis, dont les grandes plaines souffrent déjà de sécheresse, pourraient voir disparaître leurs exportations de céréales et peut être devoir en importer ; mais c'est un scénario extrême parmi d'autres.

Un participant : Quels critères permettent d'affirmer que la population sera stabilisée dans 50 ans ?

Michel Griffon : Je ne suis pas démographe, mais cinquante années, ce sont seulement deux générations. Or les évolutions de la natalité et de la mortalité sont lentes, et sont donc aisément analysables et projetables. D'autant que les prévisions des Nations Unies sont fréquemment affinées et ne se trompent guère, y compris en tenant compte de l'épidémie de sida en Afrique.

Une infirmière scolaire : Vous dites que les pays qui ne pourront pas augmenter leurs surfaces devront importer la nourriture en échange d'autres productions. Certains pays tels que la Birmanie, la Corée du Nord et l'Afghanistan ont choisi d'exporter des drogues. Qu'en est-il de ce marché ?

Michel Griffon : Il connaît une expansion importante et personne n'arrive à le contenir. Il est le fait de régimes crapuleux mais aussi de petits paysans à la recherche de revenus et que pour cette raison on peut difficilement condamner. Il n'est pas facile de substituer à ces cultures d'autres cultures aussi rémunératrices. En tout cas, aujourd'hui, la solution n'est pas du côté de l'agriculture. Et puis n'oublions pas que s'il y a une offre, c'est parce qu'il y a une demande correspondante, de la part de nos sociétés.

Jérôme Sainte-Marie, agriculteur : Les biotechnologies ne pourraient-elles pas mettre au point des produits plus adaptés aux différents pays et contribuer ainsi à rééquilibrer la situation mondiale ? Et ne serait-il pas possible de produire des protéines avec des produits de la mer et d'élevages piscicoles ?

Michel Griffon : Pour adapter les productions aux climats des différents pays, bien avant les biotechnologies, il y a d'abord les technologies habituelles qui, d'ailleurs, font aujourd'hui un bond en avant. Ainsi, la création variétale s'est considérablement accélérée. Personnellement, comme beaucoup, je n'attends pas de miracles des OGM dans les années à venir mais les recherches génétiques sur les grandes fonctions physiologiques qui existent chez les plantes, comme leur résistance au sel, la résistance à la sécheresse ou la fixation de l'azote, me semblent très utiles dans une perspective d'amélioration accélérée des plantes ou de transformation génétique, à la condition –bien sûr- que toutes les précautions aient été prises. Quant à la production de protéines par la pisciculture, ce n'est pas mon domaine de compétences mais je peux dire qu'elle connaît un grand développement, d'autant que les prises de poissons en mer plafonnent et quelquefois diminuent de façon inquiétante. C'est une piste importante mais, là encore, pas de mirage : il ne faut peut être pas espérer, dans l'état actuel des techniques dépasser les 200 millions de tonnes par an, alors que nous sommes à 100 millions de tonnes.

### **Faire attention à ne pas généraliser trop vite**

Un membre de la Confédération Paysanne : J'ai plusieurs remarques à faire. D'abord, vous parlez d'échec à propos du sommet de Cancun : moi, je parle plutôt d'une victoire pour les pays en développement qui n'ont jamais rien gagné sur les marchés internationaux et qui se font exploiter depuis longtemps. Je ne vois pas en quoi un pays africain producteur de coton ou de cacao a un quelconque intérêt à entrer à l'OMC, ce néocolonialisme qui continue de les lamener. Pour une fois, ils ont pu résister, s'organiser pour refuser les diktats de l'Union Européenne et des Etats-Unis.

Ensuite, la compétition des produits sur le marché international n'est pas le problème principal. Ainsi, les Indiens produisent énormément, ils exportent également et pourtant, une partie de la population meurt de faim. Le vrai problème, c'est que cette dernière n'a pas les moyens d'acheter la nourriture, même quand elle est produite sur place.

Une remarque d'ordre technique : des pays asiatiques ne peuvent même pas envisager de manger de la viande. Il est aberrant d'imaginer y produire du bovin. Faites un calcul simple : un paysan asiatique qui cultive du soja en terrasses pratique quasiment du jardinage, avec des rendements très élevés. Imaginons qu'il fasse 30 quintaux de soja à l'hectare – ce qui est peut-être un peu exagéré – ce qui fait trois tonnes dont il retire 40% de protéines. Donc 12 000 kilos de protéines à l'hectare. Pour produire un bœuf, il en faudrait 12 fois plus. Si on veut nourrir la population mondiale, il est plus facile de passer à d'autres modes de culture. Et si les américains veulent nourrir la planète, ils n'ont qu'à commencer par arrêter de les inonder de produits archi subventionnés, qui massacrent la production agricole de ces pays. C'est ce que fait également l'Europe. Avec nos subventions, nous avons bradé pendant longtemps nos excédents d'abats de volaille en Afrique, pour 1F le kilo, détruisant au passage les tentatives de développement agricole local. Un dernier mot : globalement, l'Europe veut baisser les prix à des cours mondiaux qui n'existent pas, puisqu'il n'y a pas de régulation par l'offre et la demande. Elle laisse baisser les prix pour vendre à l'exportation 5 à 8% de sa production, tout en faisant mourir nos paysans et ceux des pays en développement.

Voilà ce que j'aurais aimé aussi entendre. Cela dit, je ne suis pas contre tout ce que vous avez évoqué.

Michel Griffon : Mais je ne suis pas contre non plus tout ce que vous avez évoqué... Je le dirais seulement en termes beaucoup plus mesurés car des raccourcis de raisonnement

peuvent engendrer des analyses fausses. Il faut faire attention à ne pas généraliser trop rapidement à partir des mêmes exemples que l'on brandit. Il faudrait aussi que nous fassions un effort pour développer des arguments sur un plan théorique où, souvent, nous n'avons pas grand chose à opposer aux tenants des marchés purs et parfaits. Prenez votre exemple sur les abats de volailles sur lequel je suis d'accord. il y a même eu pire : L'Europe a envoyé de la viande fraîche en Afrique pendant la période de la dévaluation du franc CFA, au moment même où la viande du Sahel devenait pour cette raison tout à fait compétitive en faisant descendre des troupeaux du nord vers le sud, où se concentrent les bassins de consommation. De plus, ces exportations européennes sont discontinues dans le temps : elles ont lieu au coup par coup, ce qui produit des effets encore plus aléatoires de variation de prix sur le marché. Mais quant à votre dernière remarque, je voudrais vous mettre en garde : il ne faudrait pas croire qu'il suffit de renoncer aux subventions à l'exportation pour permettre aux agricultures des pays en développement de s'épanouir. Malheureusement, si c'était vrai, ce serait magnifique. Ce n'est en fait que le début du commencement d'une solution. Les premiers à bénéficier de la suppression des subventions seraient les pays du groupe de Cairns.

### **Il y a quelque chose de miraculeux dans le développement**

Alain Dallier, agriculteur : D'abord, comment se fait-il que les bananes nous arrivent avec des prix aussi bas, à meilleur marché que nos propres pommes ? Ensuite, sur l'avenir de l'agriculture en France : nous sommes dans une région qui n'est pas toujours très rentable, où l'on sait que très peu d'agriculteurs vont subsister... Que fera-t-on de la superficie ? Sera-t-elle cultivée ? Je crains que des parcelles soient abandonnées. Ma fille elle-même m'a dit : si la terre me vient dans les bras, je la donne. Cela m'a fait mal.

Michel Griffon : L'essentiel des **bananes** est produit dans d'immenses exploitations d'Amérique Centrale et d'Equateur dont certaines appartiennent à un ancien candidat à la présidence des Etats-Unis, **Bob Dole** qui ne passe pas pour un bienfaiteur de l'humanité. Ce sont des entreprises anciennes qui utilisent une main-d'œuvre à très bas prix et qui sont relativement polluantes. Elles ont des coûts de production bas et des productivités par tête de travailleur extrêmement élevées, ce qui leur permet d'inonder le marché mondial, menaçant les bananes produites dans les îles tropicales européennes, aux Antilles par exemple, dont les coûts de production sont plus élevés. Au nom de la nécessité d'établir un marché mondial sans barrières, doit-on ouvrir totalement notre consommation aux bananes produites en Amérique centrale ou en Equateur et détruire ainsi la petite production paysanne des Antilles ? Et que feraient demain les agriculteurs concernés ? La décision est donc d'ordre politique. Quant à l'avenir de l'agriculture dans votre région, je le répète, nous sommes en train d'expérimenter une situation totalement inédite dans notre histoire. L'Europe connaît l'abondance alimentaire et, d'une certaine façon, nous avons moins besoin de l'agriculture et des agriculteurs pas seulement pour l'alimentation mais aussi pour beaucoup d'autres raisons. Il est vrai que dans notre histoire des terres ont été abandonnées, dans les Cévennes, par exemple. Cela s'est produit dans une période où nous n'étions pas sous la pression de la concurrence internationale ; l'économie agricole se jouait à l'intérieur de l'hexagone. Aujourd'hui, l'économie se joue à l'échelle du monde. La décision de soustraire ou non à la concurrence a déjà été tranchée : nous entrons dans l'ère de la concurrence mondiale. Mais si nous pensons que l'agriculture est nécessaire pour l'entretien de l'écologie, des paysages et de l'économie et des sociétés locales, et par ailleurs que cela peut générer d'autres activités comme le tourisme, alors il ne faut pas laisser le marché décider seul de l'avenir de l'usage des terres. Il convient pour cela de réhabiliter la décision politique publique pour lui donner le poids qui lui revient par rapport au marché afin que les deux s'équilibrent. C'est dans le cadre

de la démocratie que les citoyens doivent choisir l'avenir de leur pays, pas uniquement en s'ajustant à ce que le marché imposerait.

Certes, le marché dira peut-être que votre région, outre la production agricole de qualité, se verra aussi destinée au tourisme à la chasse et à la pêche. Si cela vous plait, engrangez cette vocation que le marché propose. Mais cela n'est pas garanti ! Seules des décisions publiques peuvent consolider cette vocation en appuyant les décisions privées par les aides nécessaires. Quand vous avez décidé que Marciac serait une grande capitale du jazz, vous en avez eu la volonté et vous avez trouvé les moyens. Il y a quelque chose de miraculeux dans le développement, c'est l'état d'esprit et la confiance qui animent ceux qui en sont les acteurs : quand des sociétés décident de faire quelque chose et qu'elles vont jusqu'au bout, généralement le succès est au rendez-vous. Mais c'est la décision publique, la collectivité, la démocratie qui décident de l'avenir des territoires, plus que le marché.

### **Retirer l'agriculture de l'OMC ?**

Bernard Lanne, agriculteur, militant à la Coordination Rurale : Nous sommes très attachés à Marcel Mazoyer et nous croyons en sa thèse de la régionalisation de la production. Dans ce cadre, nous prêchons l'exception « agricole », comme il y a eu l'exception culturelle. Nous demandons que l'agriculture soit retirée de l'Omc pour être traitée à part, de manière régulée.

Michel Griffon : Je suis persuadé qu'il ne faut pas retirer l'agriculture de l'OMC. L'OMC, ce sont les Nations Unies du monde dans le domaine des échanges commerciaux internationaux. En matière d'agriculture, ce sont les Etats qui doivent négocier et ils ont besoin d'un lieu pour cela.

En revanche, il faut en changer les règles, dont cette idée que seul le marché pur et parfait devrait être l'instance finale de régulation des échanges internationaux. La proposition de M. Mazoyer est un moyen terme entre ce qui doit relever de la politique publique et ce qui est du domaine du marché. Là dessus, ma position peut choquer certains, mais la fermeture commerciale est une régression et un danger. Le monde s'est constitué sur la base de territoires qui ont créé leurs régulations de marché et leurs régulations politiques. Progressivement, au gré de l'histoire, ces territoires se sont agrandis donnant au marché des espaces géographiques plus grands. A chaque fois, au contraire, qu'ils se sont fermés, les antagonismes entre nations se sont confirmés. Pour cette raison, beaucoup de libéraux depuis les premiers temps du libéralisme pensent que commercer entre pays fait reculer les guerres. Mais abattre rapidement toutes les règles de protection est sans doute encore beaucoup plus dangereux car cela exacerbe les concurrences. On ne doit pas oublier deux choses : il n'y a aucune raison d'aller vite dans l'établissement de marchés globaux, et il est nécessaire que l'élargissement des marchés soit négocié sur une base multilatérale afin d'éviter les oppositions de blocs. L'OMC est donc le bon lieu pour que soient établies ces règles. Mais dans le cadre de l'OMC, les pays qui poussent la communauté internationale à ouvrir les frontières à marche forcée ont une attitude destructrice et dangereuse. Sur le fond, le marché reste un instrument extrêmement efficace, mais son champ d'action n'est pas universel. Dans un certain nombre de cas et de situations, il n'est pas approprié, notamment quand le marché rassemble aux deux extrêmes des pays très productifs et des gens à l'état de misère et de survie. Il doit être encadré par des règles garantissant le développement durable des territoires et des sociétés.

### **Brésil : l'arbre qui cache la forêt ?**

Martine Guibert , géographe à l'Université de Toulouse le Mirail : Je m'intéresse aux agricultures des pays d'Amérique latine et je suis toujours un peu surprise quand j'entends dire que le Brésil est un grand pays exportateur de produits agricoles et agroalimentaires, qui est le principal concurrent des Etats-Unis et de l'Union Européenne. N'oublie-t-on pas trop souvent de parler de l'Argentine, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande ? Ce qui fait la force du Brésil, en fait, c'est une diplomatie prestigieuse, avec d'excellents négociateurs, notamment à l'OMC et deux ministères de l'Agriculture : l'un qui s'occupe des grandes productions agricoles, l'autre qui se penche sur la réforme agraire et l'agriculture paysanne. En revanche, l'Argentine n'a qu'un secrétariat qui dépend du ministère de la Production et de l'Economie et, à l'heure actuelle les agriculteurs argentins paient de leurs poches pour exporter leurs produits agricoles et agroalimentaires. Mais ils ont une force de frappe très importante. L'Argentine est le 5<sup>ème</sup> exportateur mondial de blé, le deuxième de maïs, le premier pour les produits dérivés du tournesol, les tourteaux et l'huile de soja, le miel et certains fruits et légumes. Dans ce contexte, le Brésil est un peu l'arbre qui cache la forêt.

Michel Griffon : Je ne nie pas la grande importance de l'agriculture argentine mais, dans une perspective à long terme, je suis persuadé que la plupart des pays du groupe de Cairns devront intensifier leur production mais qu'ils auront du mal à tenir la compétition avec le Brésil en termes d'avantages compétitifs, hormis l'Ukraine, si le changement climatique lui est favorable. A mon avis, la première à ne pas pouvoir suivre sera l'Australie car son système de production qui est à base de luzerne annuelle, de blé et de moutons, est proche de son optimum de productivité biologique. Alors que l'Argentine peut encore améliorer ses rendements, à condition de pouvoir apporter beaucoup plus d'engrais, ce qui lui coûtera cher au vu du prix du pétrole. D'autant que les réserves pétrolifères ne sont pas éternelles et que les prix devront augmenter. C'est une variable essentielle. D'où la révolution « doublement verte », qui consiste à utiliser au maximum toutes les capacités biologiques des milieux naturels, et économe en énergie. Elle a commencé au Brésil.

### **Une mince pellicule de vie**

Marielle Tarus, agricultrice, porte-parole de la Confédération Paysanne : En vous écoutant ce soir, je me demande comment rester un peu optimiste. A long terme, vous envisagez pour l'Europe une agriculture de qualité ayant le souci de l'environnement, voire produisant de l'énergie. Vous évoquez l'importance de la politique publique, mais les politiques raisonnent à très court terme. Actuellement, les subventions vont aux grandes exploitations et les petits paysans sont apparemment voués à disparaître. Comment produire de la qualité et respecter l'environnement avec si peu d'agriculteurs ? Quant à la production de l'énergie, elle est encore taxée. Finalement, seule l'action du citoyen paraît être source d'optimisme pour notre avenir.

Michel Griffon : Je parlerais plutôt d'action citoyenne. A l'échelle planétaire, quand on prend de la distance et que l'on s'intéresse à l'avenir de la biodiversité, aux pollutions liées à l'agriculture, à l'avenir de l'énergie, à l'effet de serre, à l'accroissement de la population mondiale, aux paysages, on a peu à peu le sentiment que les trois milliards de personnes qui vivent de l'agriculture sont finalement les premières responsables de l'avenir de la mince pellicule de vie, comme dirait Hubert Reeves, qui constitue la biosphère . Cette pellicule se trouve au niveau du sol, et dans ses 15 à 20 cm d'épaisseur, il y a une extraordinaire complexité écologique de fonctionnement qui assure le renouvellement permanent des conditions de la vie terrestre. Si l'on dégrade la terre, si on la désertifie, si on déforeste là où c'est dangereux pour l'écosystème, si on pollue et on stérilise, si on fait disparaître des



espèces, si on émet des quantités trop élevées de carbone dans l'atmosphère par les brûlis, on atteint l'avenir de la planète dans sa totalité. Or, parmi ces trois milliards d'agriculteurs qui ont en partie l'avenir de la planète entre leurs mains, 600 millions ne peuvent que l'utiliser en la dégradant parce que simplement, ils sont trop pauvres pour pouvoir faire autrement. En revanche, dans les pays riches, il me semble inévitable que les agriculteurs aient à terme plusieurs fonctions : la production alimentaire, la production énergétique, la production de paysages récréatifs, la séquestration du carbone dans les sols, le maintien d'une économie locale, la gestion de la biodiversité et peut être d'autres choses encore... La société devra financer ce rôle considérable, passer un contrat avec les agriculteurs. C'est ce que reconnaît la nouvelle politique agricole commune de 2003. Quand on se promène dans les plaines de l'Inde, on voit très concrètement ce que pourrait être un avenir dangereux de la planète qui soit lié à une agriculture uniquement dédiée à la production alimentaire au détriment des autres fonctions.

Une participante : Il faudrait que nous abandonnions ce système de pensée qui ne fonctionne que sur le profit, pour se consacrer à ce qui concerne la vie. En tant qu'être humain, en tant que femme, je n'ai pas confiance dans l'avenir. Je suis d'un naturel optimiste, donc je me dis qu'on peut toujours agir ; j'ai quand même confiance en l'être humain. Mais il est urgent que nous ayons une prise de conscience. Nous sommes arrivés à un tournant très grave et très dangereux. Des gens très intelligents réfléchissent, avec compétence, mais les gouvernements ne font pas grand chose.

### **La recherche est efficace mais d'une trop grande lenteur**

Un participant : Au vu votre travail et de vos réflexions, vos propos ont-ils un impact auprès des décideurs internationaux que vous côtoyez et sont ils conscients de ces problèmes ?

Michel Griffon : C'est la question que je me pose depuis toujours. J'ai commencé à travailler dans une société d'études car je ne voulais pas me lancer dans de longues recherches. J'ai ainsi travaillé en Amérique Centrale et dans beaucoup de pays africains. Au fil du temps, j'ai eu l'impression que mes études arrivaient toujours dans des tiroirs et n'avaient que peu d'utilité. Aussi, quand j'ai eu l'opportunité, en 1981, d'entrer dans le cabinet de Jean-Pierre Cot, alors ministre de la Coopération, j'ai accepté espérant pouvoir plus facilement changer les choses. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu l'impression d'être dans un cercle de pouvoir, de proposer des idées, et mieux, de contribuer à la décision. Reste que je devais faire face en général à des opérateurs peu réceptifs car liés à des modes de pensée traditionnels. Et puis, rapidement, cette incompréhension s'est muée en opposition. Quand nous avons promu la notion de développement autocentré, semblable aux thèses de Marcel Mazoyer aujourd'hui, on nous a rétorqué qu'il s'agissait d'une idée rétrograde, visant à empêcher le déploiement des mécanismes du marché dans ce qu'ils avaient d'utile et contribuant à consolider localement un nationalisme étroit. Après les études et après l'action politique, je me suis alors tourné vers la recherche, en me disant que c'était peut-être là un lieu où l'on pouvait proposer des idées avec le recul et la scientificité nécessaires pour qu'elles soient écoutées. La recherche finalisée pour le développement a une certaine efficacité, mais je trouve qu'elle est d'une très grande lenteur par rapport à la vitesse d'évolution du monde. Et elle n'est pas beaucoup plus efficace que les études. Les responsables que je rencontre au plan international ne sont finalement jamais ceux qui décident. Les vrais décideurs sont invisibles, leur emploi du temps est totalement obstrué. Un exemple : nous avons mené une réflexion, au plan international, sur la manière de conduire une agriculture plus productive et fondée sur des bases écologiques. Je me suis trouvé

plusieurs fois dans l'enceinte de la Banque Mondiale pour en discuter, notamment avec un sénateur américain qui me disait être d'accord avec nos idées : « Dites-moi quelles sont les deux phrases que je dois prononcer dans un cocktail au président Clinton pour qu'il me dise OK, faites moi une proposition »... Et de plus, cette situation est une exception, car la majeure partie du temps, les chercheurs n'ont jamais accès à quelqu'un qui peut avoir le début d'une influence, sauf au bout d'un certain temps, à force d'écrire des articles, et un peu par hasard ; vient alors le succès d'une idée mais il est bien tard. C'est certes frustrant, mais, en même temps, je ne suis pas certain que ce serait une bonne chose de donner aux chercheurs trop de pouvoir. Leur rôle dans la société consiste à analyser, à essayer d'anticiper les problèmes, à imaginer des solutions, et in fine, d'éclairer les décideurs et les citoyens dans le cadre de la démocratie. On se plaint de ne pas avoir accès aux dirigeants ? C'est notre faute ; il faut s'organiser pour être mieux entendu. C'est une nécessité inévitable dans la démocratie. Ainsi, la Confédération Paysanne par exemple, a raison d'essayer de peser sur la décision politique. Dans la démocratie, les groupes doivent être présents dans le débat et sur la place publique. Il faut tout simplement que nous soyons plus citoyens. Nous avons trop l'habitude de mettre un bulletin de vote dans une urne pour ensuite critiquer ceux là même que nous laissons diriger ; la démocratie, comme ce soir, c'est aussi la participation au débat comme nous venons de le faire.

### *Notes en marge*

**La banane** est la 4<sup>ème</sup> plante alimentaire du monde, après le riz, le blé et le maïs. Elle est cultivée dans plus de 120 pays, sur plus de 10 milliard d'hectares, et la production annuelle atteint 95 millions de tonnes. Si l'Inde et le Brésil sont les premiers producteurs mondiaux de bananes dessert, ils en consomment une grande partie. En revanche, c'est l'Equateur qui se hisse au premier rang pour les exportations.

Quant à l'Union Européenne, sa production en provenance de Martinique, de Guadeloupe et des îles Canaries est de 850 000 tonnes. La consommation étant de près de 4 millions de tonnes, la différence est importée des pays latino-américains (pour 2,5 millions de tonnes) et des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (850 000 tonnes) liés à l'Europe par les conventions de Lomé.

**Bob Dole** : ce Républicain, qui s'est présenté aux élections présidentielles américaine en 1996, est à la tête de la deuxième compagnie bananière au monde, Castle & Cook, qui commercialise les bananes sous la marque Dole. Avec les deux autres firmes, l'Américaine United Brands Company (marque Chiquita) et Del Monte, basée au Costa-Rica et au Mexique, elles concentrent 80 % du commerce mondial de la banane. Plusieurs campagnes, menés par des syndicats et des ONG, ont dénoncé les conditions de travail au sein de ces compagnies, ainsi que les nuisances environnementales, dues notamment à l'usage abusif de pesticides.

### *Pour en savoir plus*

#### Du même auteur

#### **Développement durable, ensemble ?**

Michel Griffon. Ed. Platypus press (Les enquêtes de Marie-Odile Monchicourt), 2003. 123 pages.

*Le Président du Comité scientifique du Fonds français pour l'environnement mondial explique le concept de développement durable et livre ses analyses pour concilier viabilité*

*économique et viabilité écologique. Ou comment nourrir les populations de manière équitable, en protégeant l'environnement.*

**Prospective des déséquilibres environnementaux liés à l'agriculture dans les pays tropicaux.**

M.Griffon, I.Marty. CIRAD. 1998. 367 pages.

**Les politiques agricoles et alimentaires en Afrique : méthodes et outils d'analyse et d'aide à la décision.**

M.Griffon, P.Henry, JP Lemelle. Ed. SEDES, Paris. 1989. 250 pages.

Mais encore...

**Atlas mondial du développement durable**

Anne-Marie Sacquet. Ed. Autrement. 2002. 80 pages.

*De nombreuses cartes et des analyses croisant les données socio-économiques, géopolitiques et environnementales du Nord au Sud. Avec un chapitre consacré aux risques environnementaux et des données sur les changements climatiques.*

**Atlas de l'alimentation dans le monde**

Tim Lang, Erik Millstone. Ed. Autrement. 2003. 127 pages.

*L'influence de l'OMC sur l'alimentation, l'avenir des OGM, les risques écologiques, les politiques agricoles nationales, la malnutrition et la surproduction... Les grands enjeux de l'agriculture et de l'alimentation de la planète sont recensés, posant plusieurs défis dont celui des nouvelles technologies, pour tenter de rééquilibrer la production.*

**Le droit à l'alimentation**

Jean Ziegler. Ed. Mille et Une Nuits. 236 pages.

*Rapporteur spécial des Nations Unies, Jean Ziegler se bat pour le droit à l'alimentation face au « génocide silencieux » que provoque la faim dans le monde. Un essai qui pointe du doigt le rôle de l'ONU face à la puissance des firmes transnationales et des décisions de l'OMC.*

**La grande désillusion**

Joseph Stiglitz. Ed. Fayard. 2002. 324 pages

*Ancien vice-président de la Banque Mondiale, poste dont il démissionna en 2000 en signe de protestation, l'auteur analyse les méthodes du FMI dont il dénonce l'échec. Une libéralisation forcée, pensée et imposée par les pays occidentaux, selon J.Stiglitz.*

**L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation**

Jacques Berthelot. Ed. L'Harmattan, 2001. 508 pages.

*Ne vous laissez pas arrêter par le nombre de pages. Il y a là toutes les explications nécessaires pour comprendre les enjeux des négociations internationale, le rapport de forces Nord/Sud, les subventions, le protectionnisme etc. Surtout, l'auteur nous livre ses réflexions sur les solutions réalistes en matière de développement économique durable.*

**Les nouveaux utopistes du développement durable.**

Anne-MarieDucroux. Ed. Autrement. 2002. 340 pages

*Une utopie réaliste, annonce l'auteur dès le premier chapitre, qui donne la parole aux acteurs – depuis les élus jusqu'aux syndicats en passant par des Ong, investisseurs, entreprises, chercheurs ou médias – impliqués dans cette réflexion ou engagés dans l'action. Un grand panorama des points de vue sur la question.*

### **Histoire des agricultures du monde**

Marcel Mazoyer, Laurence Roudart. Seuil. 530 pages.

*Comment passer sous silence cette véritable bible retraçant l'histoire des agricultures depuis le néolithique jusqu'aux crises actuelles, et ce sur l'ensemble de la planète ? Une référence, agrémentée d'un index très utile.*

### Sur le Net

Quelques sites pour aller à la source des documents officiels ou pour avoir des données fiables :

[www.fao.org](http://www.fao.org)

Plusieurs rapports sont régulièrement publiés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, sur la situation mondiale en matière de production, de pénuries et d'aides alimentaires, au plan planétaire mais également région par région.

[www.wto.org](http://www.wto.org)

Le site officiel de l'OMC, pour trouver à la source les textes officiels.

[www.cirad.fr](http://www.cirad.fr)

Sur le site de l'organisme de recherche français spécialisé en agronomie tropicale, vous trouverez notamment des informations complètes sur le marché du coton ou du riz et les axes de recherche actuels sur les productions tropicales.

[www.solagral.org](http://www.solagral.org)

Cette ONG engagée dans la réflexion pour un monde plus solidaire comporte un volet consacré aux enjeux internationaux pour les pays en développement. Vous y trouverez notamment une petite histoire des échanges agricoles internationaux, très lisible, des dossiers pédagogiques et des rapports sur les négociations agricoles de l'OMC.